



KPMG SA
7 avenue du Danemark
Vallée des Vignes - CS 49451
80094 Amiens


Agence de Développement et d'Urbanisme du Grand Amiennois (A.D.U.G.A.)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Agence de Développement et d'Urbanisme du Grand Amiennois (A.D.U.G.A.)

60 rue de la vallée 80000 AMIENS

Comptes certifiés
le 1^{er} juillet 2025.


KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

le Président,
Pascal RIFFART.



KPMG SA
7 avenue du Danemark
Vallée des Vignes - CS 49451
80094 Amiens

Agence de Développement et d'Urbanisme du Grand Amienois (A.D.U.G.A.)

60 rue de la vallée 80000 AMIENS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association A.D.U.G.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.D.U.G.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en



œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueil des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Amiens, le 30 juin 2025

KPMG SA

Fabien LEFEBVRE

Associé

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	77 519	77 519			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	60 877	50 648	10 229	13 680	- 3 451
Autres immobilisations corporelles	158 600	121 030	37 570	26 829	10 741
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	11 491		11 491	17 515	- 6 024
Autres	230		230	230	
TOTAL (I)	308 717	249 197	59 520	58 254	1 266
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	187 841		187 841	182 933	4 908
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	82 237		82 237	55 924	26 313
Valeurs mobilières de placement	201 276		201 276		201 276
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	577 436		577 436	1 057 425	- 479 989
Charges constatées d'avance	11 503		11 503	41 063	- 29 560
TOTAL (II)	1 060 293		1 060 293	1 337 344	- 277 051
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	1 369 010	249 197	1 119 813	1 395 598	- 275 785

Bilan association ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	252 817	252 817	
. Autres			
Report à nouveau	647 364	737 230	- 89 866
Excédent ou déficit de l'exercice	-22 541	-89 865	67 324
Situation nette (sous total)	877 640	900 181	- 22 541
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	877 640	900 181	- 22 541
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	7 789	10 000	- 2 211
TOTAL (II)	7 789	10 000	- 2 211
Provisions			
Provisions pour risques	50 057	37 229	12 828
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	50 057	37 229	12 828
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 492	310 589	- 266 097
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	136 085	137 600	- 1 515
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	3 750		3 750
TOTAL (IV)	184 327	448 188	- 263 861
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 119 813	1 395 598	- 275 785
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
<i>Engagements donnés</i>			

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	10 000	5 000	5 000	100,00
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services				
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 076 113	1 049 964	26 149	2,49
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	124 761	110 186	14 575	13,23
Utilisations des fonds dédiés	2 211		2 211	N/S
Autres produits	8	4	4	100,00
Total des produits d'exploitation (I)	1 213 093	1 165 153	47 940	4,11
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	316 229	294 803	21 426	7,27
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	50 208	52 224	- 2 016	-3,86
Salaires et traitements	599 401	615 350	- 15 949	-2,59
Charges sociales	252 967	257 464	- 4 497	-1,75
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 020	13 476	2 544	18,88
Dotations aux provisions	12 828	16 156	- 3 328	-20,60
Reports en fonds dédiés		10 000	- 10 000	-100
Autres charges	23	45	- 22	-48,89
Total des charges d'exploitation (II)	1 247 676	1 259 518	- 11 842	-0,94
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-34 584	-94 365	59 781	63,35
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	13 395	7 892	5 503	69,73
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	13 395	7 892	5 503	69,73
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	13 395	7 892	5 503	69,73
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-21 189	-86 473	65 284	75,50
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		5 245	- 5 245	-100
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)		5 245	- 5 245	-100
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		8 389	- 8 389	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)		8 389	- 8 389	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-3 144	3 144	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	1 352	249	1 103	442,97
Total des produits (I + III + IV)	1 226 487	1 178 291	48 196	4,09
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 249 028	1 268 156	- 19 128	-1,51
EXCEDENT OU DEFICIT	-22 541	-89 865	67 324	74,92
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

A.D.U.G.A.

Annexes Associations 2025

Annexes Associations 2025

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 119 813,36 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 22 540,80 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

OBJET SOCIAL

L'association a pour objet, dans un souci d'harmonisation des politiques publiques et de cohérence des projets de ses collectivités membres, l'observation de leurs territoires d'intervention ainsi que la préparation, la mise en œuvre et le suivi, dans un cadre partenarial, des programmes d'études, notamment prospectives, permettant la définition de projets d'aménagement, d'urbanisme, de déplacement, de développement, et de préservation de l'environnement.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

L'association a vocation à intervenir plus particulièrement dans les domaines du développement local, de l'urbanisme, de la planification spatiale, de l'habitat / logement, de l'économie, du génie urbain et des nouvelles technologies, des transports, des paysages et de l'environnement, des loisirs, du tourisme, de l'enseignement supérieur.

Elle constitue un centre interdisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseils et de formation.

Elle enregistre et gère, par la mise en œuvre d'observatoires, l'évolution des données dans ses domaines de compétence.

Elle contribue à la territorialisation des politiques publiques et à la préparation des contractualisations accompagnant les projets de développement locaux du Grand Amiénois.

Elle organise la diffusion et la communication, sous les formes les plus adaptées, de l'ensemble de ses travaux et de ses observations auprès de l'ensemble de ses membres et des publics intéressés.

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice)

a. Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice :

- Étude INSEE - Projections de population et de ménages sur le Pôle Métropolitain du Grand Amiénois - pour un coût de 72 366,09 € TTC, dont 7 500 € à la charge de l'ADUGA (3 500 € réglés le 07/06/2023 et 4 000 € le 08/07/2024) ;
- Mise à jour du site Internet par PMB (prestation initiée en 2023 et prenant fin courant 2024 pour 11 814 + 1 980 € TTC, dont 6 804 € réglés en 2023).

b. Engagés et terminés dans l'exercice :

- NC

c. Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :

- Étude INSEE – Mobilités à l'entrée de l'enseignement supérieur du pôle universitaire amiénois - pour un coût de 60 208,26 € TTC, dont 8 800 € à la charge de l'ADUGA (7 040 € réglés le 18/12/2024 et 1 760 € à la parution de la publication prévue en septembre 2025) ;
- Acquisition d'un ordinateur portable DELL à amortir sur 3 exercices (1 810,35 € le 01/07/2024) ;
- Abonnement annuel système antivirus WATCHGUARD (1 757,53 € le 17/05/2024) ;
- Achat du véhicule de service en leasing pour 21 500 € le 14/05/2024, à amortir sur 5 années.

— Ressources humaines (recrutements de l'exercice en termes quantitatifs et qualitatifs ; évolution moyenne des rémunérations à effectif constant et évolution de la masse salariale totale)**Mouvements de personnel :**

- Départ de Chloé AMBRASS, Apprentie Chargée d'études Trame verte & Bleue, en contrat d'alternance du 18/09/2023 au 30/08/2024, dans le cadre de son Master II « Agrosociétés, Environnement, Territoires, Paysage, Forêt » parcours « Écologie, Biodiversité » à l'Université de Picardie Jules VERNE ;
- Départ de Véréna BOURBIA, Chargée d'études Économie et Ressources Territoriales, en Contrat à Durée Indéterminée du 23/08/2021 au 26/10/2024.

Recrutements :

- Embauche de Nadia BOUCHOUR, Apprentie assistante administrative – Ressources Humaines, du 07/10/2024 au 10/10/2025, dans le cadre de sa Licence 3 RH au centre de formation SALLTO ;
- Embauche de Marie LASSEZ, Assistante d'études, en contrat à Durée Déterminée du 09/10/2024 au 28/05/2025 ;
- Embauche de Louis EVERAERE, Chargé d'études Économie et Ressources Territoriales, en Contrat à Durée Indéterminée le 21/10/2024.

Stages :

- Ambre PAUCHET, Stagiaire, du 18/03/2024 au 22/03/2024, dans le cadre d'un stage d'observation au lycée Sainte-Famille ;
- Marie LASSEZ, Stagiaire pour le projet RESPECT, du 02/05/2024 au 27/09/2024, dans le cadre de son Master 2 Sciences sociales « Ingénierie démographique et expertise des populations » à l'Université de Picardie Jules VERNE ;
- Aimé BIDA-SIOMBO, Stagiaire, du 02/05/2024 au 30/09/2024, dans le cadre de son Master 2 Urbanisme et aménagement, parcours « Fabrique de la ville et opérations d'habitat », à l'Université PARIS NANTERRE.

Évolution des rémunérations : Revalorisation salariale de 11 des 10 salariés en CDI en fonction du mérite.

Évolution de la masse salariale : 613 801 € en 2023 et 599 665 € en 2024.

— Autres moyens/dépenses engagées

- a. Formation :** Le nombre de jours de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 119,7 jours à comparer aux 74 au titre de l'exercice précédent.
- b. Communication :** Outre la refonte du site Internet évoquée ci-dessus, l'ADUGA a procédé à l'envoi annuel des cartes de vœux, à l'impression du rapport d'activités 2023 et à l'impression de supports de communication autour du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Étudiants amiénois (ECVE3).
- c. Entretien général/dépense de fonctionnement :** En dehors d'achats pour l'amélioration de l'ergonomie des bureaux / postes de travail, représentant une valeur négligeable, aucune dépense particulière n'est à mentionner.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 128 907 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé en tenant compte d'un versement de 15 000 Euros effectué à la CNP PERENNA IFC en décembre 2016, de 30 000 Euros en décembre 2021 et de 33 850 Euros en décembre 2022.

Le solde est à comptabiliser pour 2024 est donc de 50 057 Euros.

Le taux d'actualisation retenu est de 3,35%.

Annexes Associations 2025 (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	82 158		4 640	77 519
Immobilisations corporelles	214 570	23 310	18 403	219 477
Immobilisations financières	17 745		6 024	11 721
TOTAL	314 473	23 310	29 066	308 717

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	82 158		4 640	77 519
TOTAL I	82 158		4 640	77 519
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	65 600	3 451	18 403	50 648
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	70 491	1 364		71 855
Matériel de transport		2 688		2 688
Matériel de bureau et informatique	37 970	8 517		46 487
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	174 061	16 020	18 403	171 678
TOTAL GENERAL (I+II)	256 219	16 020	23 042	249 197

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	11 491	6 024	5 767
Autres créances	230		230
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	187 841		
Autres créances	82 237		
Charges constatées d'avance	11 503		
TOTAL	293 302	6 024	5 997

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	5 600
Subventions/financements	79 422
Autres produits à recevoir	2 815
TOTAL	87 837

Annexes Associations 2025 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	252 817				252 817
Dont générosité du public					
Report à nouveau	737 230	-89 865			647 364
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-89 865	89 865		-22 541	-22 541
Dont générosité du public					
Situation nette	900 181			-22 541	877 640
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	900 181			-22 541	877 640
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		647 364
SOLDE		647 364

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	10 000		2 211			7 789	
TOTAL	10 000		2 211			7 789	

Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	44 492	44 492		
Dettes fiscales et sociales	136 085	136 085		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	3 750	3 750		
TOTAL	184 327	184 327		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	6 208
Dettes fiscales et sociales	95 816
Autres dettes	
TOTAL	102 024

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Le compte de résultat 2024 a été construit selon les normes comptables en vigueur, le choix ayant toutefois été fait de ne pas opter pour la présentation définie par la norme ANC 2018-6. Cette présentation, mise en place spécifiquement pour les associations et autres Organismes à But Non Lucratif (OBNL), valorise particulièrement les dons, legs et bénévolats. Après que conseil ait été demandé au Commissaire aux comptes, une telle approche n'a pas été jugée adaptée au contexte de l'agence.

Il a donc été décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature, la nature et l'importance de celles-ci étant considérées, à ce stade, comme non significatives.

Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Aucune opération non habituelle ou non conclue à des conditions normales n'est à signaler sur l'exercice 2024.

CREDIT BAIL ET LOCATIONS

Engagement au 31 décembre 2024 :

- LOCADD (copieur) : 2 552€ par an
- OLINN (parc informatique) : 14 004€ par an
- MAZDA : 5 762 € par an

DETAIL DES SUBVENTIONS INSCRITES AU BILAN

Région Hauts de France :

2024 : Aide régionale 2024	50 000€
Acompte	25 000€
SOLDE AU 31/12/2024	----- = 25 000€

Pole métropolitain du grand amiénois :

2024 :	25 000€
--------	---------

Nièvre et somme :

2024 :	25 672€
--------	---------

Adere :

2024 : Subvention investi CB	7 500€
Acompte	3 750€
SOLDE AU 31/12/2024	----- = 3 750€

AUTRES INFORMATIONS

Informations et engagements envers les dirigeants.

Les membres du Conseil d'Administration, du Bureau, de l'Assemblée Générale, sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.